



Communiqué du 18 février 2010 à 10 heures

Plus que jamais, la détermination !

Que d'événements, que d'actions, que de combativité exprimée depuis le 12 janvier, date de l'AG qui décida de la grève à RF. Et que de soutiens que ce soit dans le groupe, dans la région et dans la localité. Désormais, c'est sûr, plus rien ne sera comme avant ! L'intersyndicale tient bon, le personnel en grève tient bon, ensemble, nous allons continuer notre lutte pour le redémarrage de nos installations de raffinage.

Il ne fait plus aucun doute pour personne que la Direction locale ne pensait pas le personnel capable de ce qu'il a réalisé ces derniers jours. La présence des 90 vigiles pilotés par le « monsieur sécurité du groupe » n'a pas pu empêcher notre « prise de la bastille » : Nous sommes dans le bureau de M. Guillotin et nous y resterons tant que le conflit durera. Les pressions exercées sur l'intersyndicale, les tentatives de culpabilisation des grévistes refusant de remplacer les camarades entrés en sécurité sur le site le soir même de notre ultimatum, les difficultés à tenir physiquement et moralement de nos camarades durant leur 40 heures consécutives de leur maintien au travail, rien n'y personne n'a pu entamer la détermination des grévistes. La Direction doit être consciente de ce fait désormais avéré : nous ne céderons pas !

Hier, à 14 heures après que 4 d'entre eux aient été dans un premier temps transférés à l'infirmerie, puis chez eux pour y dormir, il a fallu remplacer l'équipe de sécurité en place. Grâce à leur action, à leur courage que tous nous saluons de nouveau, la moisson de leur acquis est bonne :

- Le directeur Mr GUILLOTIN quitte le site, jusqu'à son remplacement définitif. Nous jugerons des qualités d'écoute et de dialogue de son remplaçant lorsqu'il sera nommé.
- Aucune plainte, aucune sanction, ni aujourd'hui ni demain ne seront prises à l'encontre des grévistes pour leurs différentes actions depuis le début de la grève. Vu les constats d'huissiers et les plaintes déjà déposées par Guillotin, nous attendons de la Direction qu'elle confirme par écrit cette décision.
- Les vigiles privés vont se retirer progressivement pour laisser place au personnel de la société de gardiennage habituelle. Nous avons demandé un renfort de ceux-ci pour et uniquement pour garder les locaux de Direction, locaux qui devront rester libre d'accès au personnel de RF ; Car pas question demain qu'un opposant vienne mettre le feu aux locaux pour nous accuser ensuite !
- La Direction n'est plus opposée à la nomination d'un médiateur, ce que confirme Monsieur le Sous-préfet de Dunkerque avec qui nous avons longuement et à deux reprises discuté dans la journée d'hier. Une lettre de l'intersyndicale sera transmise ce jour à la sous-préfecture pour saisine de la commission régionale de conciliation, conformément au code du travail, afin d'obtenir cette médiation.
- Les projets présentés par l'équipe GUILLOTIN depuis le 1er février, en toute illégalité au regard de nos instances représentatives du personnel, qui consistaient à des mutations de nos emplois dans un centre d'assistance technique ou d'école du raffinage, sont à mettre à la poubelle. M. GRIVOT, DRH de l'UES Aval, le confirme dans son entretien d'hier matin avec l'intersyndicale : La Direction revoit sa copie, toute sa copie et parle désormais de projet industriel pour garantir l'emploi.

Pour l'intersyndicale, la seule manière de garantir nos emplois, mais aussi ceux de nos collègues sous-traitants, c'est de faire le grand arrêt et de redémarrer la raffinerie des Flandres. Pas question de groupe de travail.

Avec les projets patronaux, l'encadrement, pourtant exempt de notre mouvement, n'est pas épargné, loin s'en faut !! Les documents trouvés dans le bureau du Directeur prouvent que personne n'est à l'abri, que les projets de la Direction ne datent de la crise, qu'ils sont réfléchis et uniquement destinés à augmenter les marges bénéficiaires des grands actionnaires, au détriment des bassins d'emploi, des régions, de notre pays et de ses citoyens.

C'est pourquoi nous maintenons nos revendications :

- 1. Mise en place du grand arrêt dès mars 2010**
- 2. Redémarrage de la raffinerie dès la fin des travaux**

C'est pourquoi la grève continue,

C'est pourquoi nous appelons celles et ceux qui n'y auraient pas encore adhéré à rejoindre notre lutte, à rejoindre le camp de salarié(e)s du groupe TOTAL qui ont décidé de ne pas accepter la mise à mort du raffinage Français, ne pas accepter la mise à mort de notre raffinerie des Flandres !

Désormais, chaque matin, nous mettrons au vote la continuité de la grève pour 24 heures et chaque vendredi de la prolonger jusqu'au lundi matin suivant, comme cela se produit dans chaque établissement en grève du Groupe. Puis chacune et chacun sera appelé à élargir la liste des grévistes. Nous nous réserverons alors le droit de décider des formes d'actions adaptées à chaque fois que cela sera nécessaire, y compris le retour au refus de toute assignation à relever l'équipe de sécurité, si besoin s'en fait sentir.

Nous proposons donc à cette assemblée ce matin de reconduire la grève de nouveau pour 24 heures. Nous proposons également ce matin de préparer une nouvelle action, avec l'appui de la communauté urbaine de Dunkerque que nous allons solliciter, en Direction des pouvoirs publics, pour que soit mise en place une table ronde régionale regroupant les organisations syndicales, les pouvoirs publics, le groupe Total et les élus de notre région et des localités concernées, en vue de débattre de l'impact sur le bassin d'emplois et sur la région de l'avenir de notre raffinerie des Flandres. Nous tenons que soit également associé à cette table ronde régionale le devenir de la plateforme de Mazingarbe dans le Pas de Calais.

Nous tenons particulièrement à saluer les travailleurs des raffineries de Donges, de Feyzin, de Grandpuits, du Havre et de La Mède, des dépôts pétroliers de Nanterre, Donges, Le Mans, Toulouse, Brive, Courmon, Puget sur Argent, Vern sur seiche, Lorient, Le Pontet, Pontes-lès-Vallence, Port la nouvelle, Hauconcourt, Ouistrham, Chambéry, des stations d'avitaillement de Lille, Bordeaux, Brest, et de l'usine de lubrifiants de Rouen **pour leur soutien affiché par leur grève à la raffinerie des Flandres. Avec eux, nous réclamons la tenue d'une table ronde nationale sur l'avenir du raffinage français et un plan d'investissement pérennisant l'ensemble de nos emplois et de nos outils de travail pour la satisfaction des besoins économiques et sociaux.**

Ensemble, soyons déterminés à gagner !

L'intersyndicale CGT, FO, SUD de la RF.